

## Éditions OPHRYS et Association Revue Française de Sociologie

---

David Easton, ou les difficultés d'une certaine sociologie politique

Author(s): Claude Polin

Source: *Revue française de sociologie*, Vol. 12, Numéro Special: Analyse de Systèmes en Sciences Sociales (2) (1971), pp. 183-193

Published by: Éditions OPHRYS et Association Revue Française de Sociologie

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/3320523>

Accessed: 06/06/2009 06:17

---

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of JSTOR's Terms and Conditions of Use, available at <http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>. JSTOR's Terms and Conditions of Use provides, in part, that unless you have obtained prior permission, you may not download an entire issue of a journal or multiple copies of articles, and you may use content in the JSTOR archive only for your personal, non-commercial use.

Please contact the publisher regarding any further use of this work. Publisher contact information may be obtained at <http://www.jstor.org/action/showPublisher?publisherCode=ophrys>.

Each copy of any part of a JSTOR transmission must contain the same copyright notice that appears on the screen or printed page of such transmission.

JSTOR is a not-for-profit organization founded in 1995 to build trusted digital archives for scholarship. We work with the scholarly community to preserve their work and the materials they rely upon, and to build a common research platform that promotes the discovery and use of these resources. For more information about JSTOR, please contact [support@jstor.org](mailto:support@jstor.org).



Éditions OPHRYS et Association Revue Française de Sociologie is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue française de sociologie*.

CLAUDE POLIN

## David Easton, ou les difficultés d'une certaine sociologie politique

L'ambition de David Easton s'exprime clairement dans la plupart de ses livres. Il veut construire le cadre conceptuel de toute analyse politique possible, en d'autres termes construire un modèle permettant de comprendre tous les systèmes politiques empiriquement donnés. Dans le langage de la philosophie classique, cela s'appellerait réfléchir sur l'essence du politique.

Ce modèle, Easton veut qu'il soit un *système* de concepts. Il s'agit de permettre la coordination, et même l'intégration des recherches des politicologues. Le succès de la tentative signifierait la constitution de prolégomènes à toute science politique future. Du moins est-ce là le terme du projet.

On s'aperçoit très vite que son originalité ne réside pas dans les concepts utilisés, mais plutôt dans leur organisation. Son principe directeur est emprunté au monde de l'économie. S'inspirant de Léontiev, Easton veut voir n'importe quel système politique comme un système d'élaboration d'*outputs* (produits manufacturés) à partir d'*inputs* (matières premières). Les matières premières sont les exigences des membres du système politique, les produits sont les décisions qui leur sont livrées. Nous traduirons par exigences et produits les termes de *demandes* et *output* qu'Easton emprunte au langage désormais classique des économistes.

Telle est l'intuition centrale. Une représentation générale en découle, dont Easton veut qu'elle soit celle de tout système politique possible.

Les exigences qui constituent la matière première du politique n'ont apparemment aucun contenu spécifique propre. Elles se définissent surtout par leur provenance : le mot d'*input* cherche « à expri-

mer l'idée que les exigences politiques peuvent provenir d'expériences éprouvées dans des domaines de la vie sociale qui ne sont pas en relation directe avec la politique » (1). Si on adopte le langage parsonien — qu'Easton utilise d'ailleurs souvent — on dira que le politique n'est qu'un sous-système du système social, et que sa matière première lui vient des autres sous-systèmes.

La seconde caractéristique de ces exigences est tout aussi formelle : n'importe quoi peut devenir objet d'exigence, mais pour qu'il y ait exigence au sens eastonien, « il est nécessaire que soit proposée effectivement une action de l'autorité relativement à cette exigence » (p. 47). On reconnaît là une définition classique de l'activité politique comme exercice du pouvoir de commandement sur tous, pouvoir de prendre des décisions au nom de tous, et de les imposer à tous. Une exigence est « la demande qu'une décision contraignante soit prise » (p. 39).

Comme il faut régler le cours d'un fleuve pour qu'il soit navigable, il faut contrôler le volume des souhaits, désirs ou aspirations des membres du système pour qu'il soit viable : c'est la première activité proprement politique, et la première difficulté aussi puisqu'il faut évidemment éviter l'engorgement ou l'inondation. Divers mécanismes président à la transformation des émotions vagues et multiples de tous en exigences pratiques et bien formulées. Mécanismes dits structuraux tels que politiciens, juristes, groupes de pression, partis politiques, etc. ou mécanismes culturels tels que normes morales ou usuelles, codes, règlements, sont autant de vannes, écluses, ou trop-pleins permettant la navigation politique. C'est ainsi que l'intuition originelle met en ordre la réalité empirique. Vieux problème d'ailleurs : comment le peuple peut-il s'exprimer ?

Dans la catégorie des *inputs* Easton range le soutien apporté au régime politique (*support*). Il lui accorde une place considérable et le distingue soigneusement des simples exigences mentionnées plus haut. La présentation est toujours compliquée mais l'idée finalement assez claire. Dans un système politique donné, les exigences sont formulées et traitées d'une certaine manière : ainsi un système politique comporte des rôles de commandement spécifiés et hiérarchisés d'une certaine manière (ce qu'Easton appelle les « autorités »), une constitution (« régime »), une personnalité morale (« une communauté politique »). Ce sont là des éléments constituant l'essence formelle de tout système politique. Les exigences ne peuvent être formulées et traitées dans un système donné si tous ne sont pas

(1) *A System Analysis of Political Life*, p. 53.

EASTON (David) : « *A System Analysis of Political Life* », in *Modern Systems Research for Behavioral Sciences*. Chicago, Aldine Publishing Company, 1968. Les pages de référence indiquées entre parenthèses renvoient à cette édition.

d'accord sur la manière de le faire, c'est-à-dire sur le contenu concret de cette essence formelle. Cet accord est le soutien, le support nécessaire des rôles, du régime et de la communauté puisqu'il les engendre. Il n'y a système que par contrat, disaient déjà les auteurs classiques.

Le temps est alors venu d'examiner les résultats de cette construction : les produits manufacturés ou *outputs* sont autant de réponses aux exigences et aux problèmes qu'elle pose. Ils leur sont symétriques. Il y a d'abord les réponses à l'usure constante du soutien apporté au système, comme par exemple la dépolitisation, les institutions qui permettent à chacun de s'exprimer, les « idéologies légitimantes », ou la croyance que le régime incarne le bien commun.

Il y a en second lieu les décisions contraignantes, réponses aux exigences particulières qui auront fait l'objet des débats politiques : ce sont les produits spécifiques du système, les *outputs* proprement dits. Livrés aux consommateurs ils en modifient l'attitude et les exigences futures. Le circuit peut donc recommencer d'une manière vaguement cybernétique sur des prémisses modifiées, et Easton peut prétendre avoir donné un aspect dynamique à son schéma, susceptible selon lui d'expliquer non seulement la permanence mais aussi le changement dans un régime politique quelconque.

\*  
\* \* \*

Apparemment séduisante et commode, cette conceptualisation générale se révèle inutilisable. En fait elle est étroitement inspirée par l'expérience politique américaine, de sorte que son universalité est nulle. Et l'on n'arrange en rien les choses en refusant cette « clé », car l'extension des énoncés croît en raison inverse de leur compréhension. A la limite les formules deviennent si générales qu'elles s'appliquent évidemment à tout système politique, parce qu'elles ne s'appliquent plus à aucun en particulier. Quatre arguments peuvent servir à justifier cette critique.

1. Il convient d'abord de reprendre la définition des « exigences ». Leur contenu, Easton y insiste, n'est pas un contenu d'abord pratique : elles proviennent, on s'en souvient, de secteurs de la société « non concernés par la politique ». Tel exemple, choisi au hasard, est révélateur : « des phénomènes sociaux se produisent, tels que la transformation graduelle de la structure de l'organisation industrielle, l'apparition d'une dépression, une urbanisation soudaine et incontrôlée. Chacun peut inciter à réclamer du gouvernement qu'il prenne des mesures » (p. 53).

Bref, « les changements introduits dans ces déterminants de l'existence sociale peuvent inciter des membres de la société concernée

à formuler ce qui leur semble *politiquement* désirable ou nécessaire » (p. 53).

On ne saurait mieux provoquer la question : en quoi consiste l'aspect *spécifiquement* politique de la requête ? Certes, on peut dire avec Easton qu'une exigence est politique en ce qu'elle est « l'opinion qu'une mesure contraignante devrait être prise ». Ainsi l'exigence devient politique quand son échelle devient globale, quand la réponse qui y est donnée se trouve définir une nouvelle règle valable *pour tous*. Est politique l'activité qui porte sur la totalité. Les philosophes disaient déjà que l'Etat était de l'ordre de l'universel. Mais la définition est-elle suffisante ? Et peut-on se contenter d'une définition de l'activité politique par *la forme* qu'elle prend ?

On a évidemment envie de demander s'il n'y a pas des exigences *proprement* et *spécifiquement* politiques, c'est-à-dire politiques du point de vue de leur *contenu*. En d'autres termes la question serait : qu'est-ce qu'une exigence *spécifiquement* politique ? Or, de deux choses l'une. Ou bien la notion d'apport (*input*) est prise de la manière la plus vague, la plus générale, et en effet, « les conflits au sujet des exigences constituent la chair et le sang de tout système politique » (p. 48), ce qui ne nous apprend rien. Ou bien on l'utilise dans un sens précis, et son implication est claire : il n'y a pas initialement de problèmes *spécifiquement* politiques, mais tout problème économique ou social devient politique quand il est mis sous les yeux de tous.

Or c'est bien l'orientation que prend Easton. Quoi qu'il en ait, chaque exemple cité est pris dans le stock classique des problèmes économiques et sociaux : « La survie d'une classe dirigeante, la perpétuation d'une bureaucratie, la mise en œuvre d'un service public » (p. 49). Bref, on se trouve ici en présence d'une conception du politique que, malgré les apparences, des sociologues marxistes ne désavoueraient pas. Tout se passe en effet comme si les luttes politiques n'étaient que le reflet de revendications sociales et donc fondamentalement économiques. Simplement, Easton affirme possible la conciliation entre les différentes revendications et les différents groupes sociaux sous-jacents, tandis que les marxistes voient le conflit comme irréductible et la domination de l'homme par l'homme et son exploitation comme inévitables. Mais dans les deux cas on refuse de voir dans l'activité politique une activité *sui generis* où domination et compromis seraient les produits de bien d'autres facteurs que le simple intérêt matériel. Qu'on parle d'exigences tellement contradictoires qu'elles conduisent nécessairement à la révolution, ou de revendications conciliables, de toute façon on se donne le politique comme simple reflet. L'expérience, et même une expérience très récente, ne prouve-t-elle pas au contraire que

dans bien des cas les attaques dirigées contre un régime politique obéissent à toutes autres motivations qu'économiques, ou que le soutien apporté l'est pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le bien-être ?

Il ne semble donc pas que la définition du politique donnée par Easton soit universalisable. Elle peut convenir, moyennant certaines conditions, à ce que voudraient être certaines sociétés industrielles modernes. Mais cet arbitrage de luttes économiques ne saurait définir le politique éternel : l'organisation des personnes n'est-elle pas le masque moderne du gouvernement des personnes ?

2. On a vu que le système politique, pour Easton, fonctionne comme une manufacture, qui transformerait des « exigences » en « décisions contraignantes ». Il semble légitime de se demander ce qu'il y a de spécifiquement politique dans cette activité de transformation, ou, pour le dire d'un mot, en quoi consiste le politique, ou la politique.

Easton répond à une partie de la question. Le politique, dit-il en somme, existe parce qu'il y a une multiplicité d'exigences en désordre, et qu'il faut y mettre de l'ordre. Pour ce faire tout système politique doit remplir sa fonction, donc posséder certaines structures. Les « partis, les groupes d'intérêt, les représentants de corps législatifs, ceux qui font l'opinion, les hauts fonctionnaires » (p. 86) sont autant d'exemples de structures ou d'activités organisées répondant à la fonction de formulation des exigences. De même tout système politique doit posséder un régime, c'est-à-dire des valeurs (« permettant de définir ce que l'homme politique peut tenir pour reçu dans la vie politique ») (p. 193). Il doit aussi posséder des normes (« procédures attendues et acceptées de réception et d'exécution des demandes ») (p. 193); il doit enfin posséder des structures d'autorité (« modes formels et informels de distribution du pouvoir »).

Il est inutile ici de passer en revue toutes les structures mentionnées par Easton, car la question est la suivante. Les valeurs d'un régime politique indiquent « ce que l'on peut tenir pour reçu sans atteinte aux sentiments profonds de sections importantes de la population » (p. 193); les normes, actes et règles dont un régime a besoin sont celles « qui sont généralement acceptées par indifférence ou en vertu d'un consensus tacite entre gouvernants et gouvernés » (p. 192). Et ainsi de suite. Est-ce là au fond rien d'autre qu'une manière bien compliquée de présenter le vieil idéal démocratique ? Et plus précisément encore est-ce là au fond rien d'autre qu'un simple renouveau de la définition durkheimienne de la démocratie, régime où l'*Etat* exprime les volontés profondes du corps social, de la *société* ? Il semble même que cela en soit la caricature. Car Durkheim recon-

naissait au corps politique la faculté d'exprimer plus clairement que le corps social ce que ce corps même voulait. La politique était pour lui le lieu de la conscience collective « claire ». Tandis qu'Easton tend à faire du politique un simple reflet de la société.

Témoin le sort qu'il fait aux notions, symétriques dans sa présentation, de « soutien » (*support*) et de « légitimité ». Le simple fait de traiter le soutien apporté au système politique comme un *input*, au même titre que les demandes, donne une idée très claire de la subordination du politique au social : c'est une sorte de super-exigence, sans contenu précis constituant justement l'exigence que toutes les exigences soient satisfaites. Le contenu du soutien est la somme de toutes les exigences dans la mesure où celle-ci sont ou ont été entendues.

Avec le concept de légitimité nous entrons dans la catégorie des *outputs*, des réponses aux exigences. La légitimité n'est en effet qu'une réponse du système politique à un support qui tend à baisser. Elle n'est pas une réponse précise, une satisfaction particulière accordée à telle exigence concrète, mais ce que l'on pourrait appeler une réponse vague correspondant bien au caractère d'exigence généralisée qu'assurerait la notion de soutien. Or, faire de la légitimité une réponse généralisée, c'est d'emblée n'y voir que l'ensemble des moyens par lesquels le fait qu'un régime politique exprime adéquatement le corps social, est mis sous les yeux des membres de ce même corps social. Le degré de légitimité est le degré de clarté avec lequel ce fait leur apparaît. Le contenu de la légitimité est cette corrélation entre le consensus social et les structures politiques.

Il y a plus, s'il en était besoin. Un système politique quelconque est pour l'essentiel défini par la volonté sociale, puisque, selon Easton, régime, communauté politique, gouvernants sont les produits du soutien, les *systemic consequences of support*. Sous un langage compliqué la signification est manifeste : le régime est le produit d'un certain soutien, il en est l'incarnation. En d'autres termes, un régime politique n'est rien d'autre que le mode d'exercice du pouvoir le mieux expressif des désirs de la majorité. Cette idée d'expression est décisive. Il s'agit uniquement de donner aux forces sociales en présence la possibilité de se manifester et de se confronter de manière ordonnée et pacifique. Si la notion de régime déborde celle de constitution, c'est en tant que le régime comporte des règles non écrites.

Il est donc clair que cette systématisation repose sur une double pétition de principe : la première consiste à prendre pour modèle du politique la vision libérale classique où le politique fonctionne comme un véritable thermostat, sensible à toute variation de chaleur et incapable de donner aucune autre température que celle que la société engendre. La seconde consiste à croire à l'universalité de ce modèle :

il serait alors comme la vérité de tous les systèmes politiques; en particulier un système politique serait alors dit archaïque dans la mesure où la différenciation des institutions n'y aurait pas encore eu lieu : les fonctions existeraient bien, mais à l'état syncrétique et la modernité consisterait dans le développement de ce syncrétisme. Il y a là un pur postulat.

3. Il devient clair dans ces conditions — et ce sera la troisième critique — que le modèle eastonien cesse d'être opératoire dans le cas de régime politique où le consensus est absent, et même de manière plus générale s'agissant de ce fait politique par excellence qu'est la violence. Le fait de la révolution, par exemple, y trouverait-il place ? Certes on peut toujours maintenir qu'il n'y a de système politique que là où il y a un minimum de consensus : mais, ou bien la formule est si générale qu'elle ne nous apprend rien (la peur même, après tout, peut être un équivalent fonctionnel de consensus : qui ne dit mot consent). Ou bien elle renvoie à une réalité spécifique qu'elle veut indûment faire passer pour universelle.

Or, cette réalité spécifique, manifeste quoique en filigrane, est particulièrement idyllique. Car le système entier présuppose qu'il n'y ait jamais d'exigences, ou, pour parler comme les politiques américains, d'« issues » absolument contradictoires, susceptibles de mettre en péril le système. C'est dire que l'ensemble des exigences doit être susceptible en droit sinon en fait d'être traité dans le cadre du système. Et de toute manière, tout système politique comporte, pour Easton, sous peine de n'être pas viable, des mécanismes internes d'adaptation aux situations nouvelles. Cela se comprend sans peine si précisément le système considéré est défini comme un reflet des forces sociales. Mais cela exclut la possibilité de contradictions graves, c'est-à-dire permanentes à l'intérieur du régime. En d'autres termes, un système politique résoud par définition tous ses problèmes. N'y a-t-il pas là un mythe de la solution ? La première difficulté à laquelle est affronté tout homme politique n'est-elle pas justement la mise en question permanente du système ? C'est bien ce qu'Easton exclut. Il s'interdit de comprendre le recours permanent à la violence (caché ou manifeste) qui caractérise la politique.

Ce n'est pas qu'il ne fasse pas des références nombreuses et absolument claires à l'utilisation de la force comme moyen spécifique du politique. Mais de la force à la violence, il y a toute la distance de la contrainte organisée, réglée, et en un mot légitime (la référence à la force est évidemment weberienne), à la contrainte pure et simple, dont le risque d'arbitraire est permanent : soit parce qu'elle s'installe préalablement à toute consultation, soit parce qu'elle se constitue dans les deux cas d'une part par un recours constant à la



menace suprême, d'autre part par son extension à tous les champs d'activité de l'individu. La définition du politique comme balance des intérêts, comporte la définition de la contrainte comme résultant de la pesée des forces, tandis que la violence représente au contraire l'intervention d'une force extérieure à toutes celles qui composent entre elles. Elle est l'addition arbitraire d'un poids sur un plateau de la balance : elle est exclue d'un système où, par hypothèse, les forces composent.

Lorsque Easton envisage les exigences portant sur le système politique, il n'y voit que des exigences de réformes, non des propos de révolution : « Comme c'est le cas par exemple lorsqu'un parti propose au corps législatif la modification d'une loi électorale » (p. 55). Il s'agit d'améliorer une *administration* : le schéma d'Easton s'applique évidemment bien à la réalité américaine. Il ne saurait y avoir de débat sur le contenu à donner au politique, mais seulement sur la forme lui assurant la meilleure conformité à l'état existant de la société.

Lorsqu'il réfléchit sur l'idéologie en politique, il pose qu'il n'y a « aucun besoin d'assumer qu'on peut en trouver de conflictuelles dans tous ou même dans la plupart des systèmes » (p. 291). Ce qui est logique dans sa perspective. Car si l'on commence par considérer l'ensemble des produits de l'activité politique comme des réponses à des exigences, il n'y aura conflit que sur les réponses qui seront privilégiées, mais non sur le régime lui-même compris de toute manière comme expression ou réponse. L'idéologie de légitimation n'est que la formulation verbale de l'adéquation des buts et des valeurs respectés par le système politique, avec les buts et les valeurs de la société. Elle est donc unique par définition. Il n'y a et ne peut y avoir d'idéologie de contestation globale. Il reste à savoir si c'est la règle universelle ou cas particulier.

C'est bien une vision anglo-saxonne que la possibilité d'une harmonie résultant d'actions motivées par l'intérêt, d'un accord se faisant au travers des luttes égoïstes. Et même si cette harmonie pré-établie est apparue comme l'illusion majeure d'un libéralisme trop utopique, la pensée politique anglo-saxonne ne s'est jamais départie de la conviction qu'entre ces intérêts égoïstes s'il n'y avait pas accord spontané il n'y avait du moins jamais lutte à mort, condamnant définitivement toute possibilité de compromis, de *bargaining*.

La question est de savoir où est le modèle du politique. Dans l'affirmation que le politique est condamné à *choisir* entre des « issues » le plus souvent inconciliables mais qu'il s'agit de concilier ? Ou bien dans l'affirmation que la politique est l'art de résoudre tous les problèmes, parce que tous les problèmes peuvent être résolus ?

4. Il est certain qu'une dimension essentielle du politique est celle du commandement appuyé sur les menaces ou sur la coercition. La raison d'être du politique est que les hommes groupés en société ne peuvent le demeurer que soumis à un pouvoir capable de les faire obéir. Le politique est domination, et en dernière analyse, et quels que soient les régimes, domination de quelques-uns sur tous. Le fait est à lui seul si évident qu'Easton ne songe pas à mettre en question la notion de commandement, le politique est « répartition autoritaire, à l'intérieur d'une société, de ce qu'elle considère comme des biens » (p. 53).

Or il n'y a de pouvoir au sens de commandement que par une *volonté* et même une volonté individuelle. Un système est d'autant plus politisé que ses gouvernants sont personnalisés. Le pouvoir politique renvoie toujours en dernière analyse — et c'est pourquoi on le hait — au pouvoir d'un homme sur les autres. Or rien n'est plus net chez Easton que sa volonté d'éviter cette définition si déplaisante du pouvoir.

Sa discussion de la notion de légitimité, quoique assez confuse, est involontairement éclairante. La légitimité d'un régime, dit-il, est avant tout structurelle. Ce qui signifie qu'un régime établi depuis longtemps engendre des habitudes qui, comme le dirait Hume, finissent par lui conférer une légitimité prescriptive. Cela signifie aussi que la légitimité ne découle pas primordialement des personnes, c'est-à-dire de ceux qui commandent et en tant qu'ils commandent. Ce n'est pas un hasard si la légitimité charismatique de Weber est jugée confuse et doit aux yeux d'Easton couvrir bien d'autres acteurs politiques que le détenteur de l'autorité suprême « sur qui Max Weber insiste exagérément » (p. 305). D'autres que ceux qui sont au pinacle de la pyramide des autorités sont porteurs de légitimité, « les chefs d'un rang moins élevé sont souvent capables de rallier des partisans derrière un régime » (p. 305), même s'ils ne font pas partie des structures d'autorité du régime. Il ne s'agit donc jamais de la légitimité d'une domination personnelle. Il ne s'agit jamais de légitimer un pouvoir politique au plein sens du terme. Certes, même en ce cas on peut sans trop forcer les termes parler d'une réponse de ceux qui commandent à la question de ceux qui obéissent (de quel droit commandez-vous ?). En fait les termes n'ont plus le même sens. Dans un cas, la légitimité constitue un problème, car le pouvoir est réel. Dans l'autre, la légitimité du pouvoir, c'est qu'il n'existe pas profondément. Dans un cas, on a réponse parce qu'on a dialogue, même si ce dialogue devient monologue. Dans l'autre, on a *output* diffus, c'est-à-dire un produit de la question; il n'y a pas réponse mais la question engendre une réponse qui y est implicite. Il n'apparaît donc pas chez Easton différents *types* de légitimité, mais seule-

ment différentes *sources* de légitimité, c'est-à-dire différentes manières de faire apparaître le rapport d'expressivité que nous avons souligné et qui peuvent très bien se combiner au sein d'un même système politique car ce ne sont pas des légitimités différentes.

Le pouvoir politique n'est bien qu'un « mécanisme nécessaire pour la traduction du pouvoir social en pouvoir politique » (2). Le pouvoir est en effet rejeté comme catégorie proprement politique, et spécifiquement politique. Mais il est admis comme catégorie *sociale*, comme expression des groupes sociaux en interaction permanente. Et il est ainsi finalement réintroduit dans le politique, en tant que traduction des pouvoirs en présence, en tant que le pouvoir est la résultante des forces sociales. Le politicologue dans ces conditions n'a plus comme tâche que d'étudier des parallélogrammes sociaux de force.

Certes, on peut toujours décrire des sociétés où le pouvoir politique ne serait que l'expression de la volonté du peuple et y réfléchir, en trouvant des exemples concrets. Mais il paraît essentiel de réfléchir beaucoup plus sur la possibilité d'un écart, dans cette distance du gouvernant aux gouvernés. C'est là une idée totalement absente de la problématique eastonienne et dont l'absence lui confère un caractère irrémédiablement particulier. Une idéologie qui sacrifie des générations à un futur hypothétique, est-elle un reflet de la volonté populaire ou la marque décisive d'un grand ouvrier spécifiquement politique ? Il va de soi que les deux termes de l'alternative n'entrent pas nécessairement en contradiction. Encore faut-il reconnaître que l'idéologie recèle la possibilité pour quelques-uns de manipuler les autres. C'est cette possibilité qui est caractéristique du politique, et qui lui assure la dimension d'une force autonome, *antagoniste* au sens propre du terme. C'est une manière d'affirmer le primat du politique sur le social. Si l'on veut appliquer le modèle eastonien à cette configuration, il faudra entre autre chose dire que la manipulation est une forme particulière de l'échange *input-output*. Il est clair que la description n'a plus aucun intérêt...

### Conclusion

Les brèves remarques précédentes peuvent être résumées comme suit :

1. Pour Easton l'activité politique consiste à résoudre des problèmes économiques et sociaux.

(2) *The Political System*, p. 137.

2. Ce qu'on appelle d'ordinaire la politique n'est au fond rien d'autre selon lui que l'*homéostasie* spontanée des forces sociales; le système politique idéal est celui où n'intervient aucune force extérieure aux forces sociales.

3. Cette intervention serait d'autant plus inutile qu'il n'y a pas en politique de choix *crucial* à effectuer; les forces sociales peuvent toujours composer.

4. La politique n'est pas nécessairement le lieu de la domination de l'homme par l'homme, le modèle du politique est celui que Max Weber appelait rationnel-légal.

En conclusion, le schéma eastonien n'est finalement qu'une représentation, en termes modernes et même à la mode, de la vieille vision libérale classique. Le marxisme et les régimes qui s'en réclament se sont chargés de nous apprendre que la violence, la domination de l'homme par l'homme, constituent les éléments nécessaires d'un modèle bien plus universalisable du politique, le modèle de la politique purement idéologique. Il est significatif qu'Easton ait pris pour schéma directeur le schéma *input-output*. Il peut servir à décrire une unité économique. Il est normal que l'on tente de l'appliquer quand on se représente la société comme industrielle, c'est-à-dire comme dominée par l'économie, asservie par elle, adorant les idoles économiques et ne concevant d'autres valeurs que les valeurs économiques. Il n'existe à cet égard aucune contradiction entre marxisme et libéralisme. Reste à savoir quelle part de mirage politique entre dans cette image économique. Le schéma *input-output*, en politique, nous renvoie au rêve américain qui est, peut-être ou même sans doute, le rêve de la modernité même.

Claude POLIN.

Centre européen  
de sociologie historique, E.P.H.E.